

Zeitschrift: Bulletin / Vereinigung Schweizerischer Hochschuldozenten =
Association Suisse des Professeurs d'Université

Herausgeber: Vereinigung Schweizerischer Hochschuldozenten

Band: 11 (1985)

Heft: 3

Artikel: Avenir de l'Université et avenir de la société

Autor: Carrier, Hervé

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-894332>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Avenir de l'Université et avenir de la société

par Hervé Carrier, ancien Recteur de l'Université Grégorienne à Rome et Président de la Fédération Internationale des Universités Catholiques (FIUC)

Réunie à Athènes, 25 ans après sa fondation en 1959, la C.R.E. se pose aujourd'hui une question courageuse et ambitieuse: quel sera l'avenir des Universités? L'interrogation n'est pas inspirée par le doute, car les Universités ne mettent nullement en question leur avenir, quelles que soient les difficultés ou les crises à affronter.

Nous partons d'un présupposé de confiance qui n'est pas partagé par tout le monde, et nous disons: l'avenir de l'Université, c'est l'affaire de l'Université elle-même. Cela signifie, pour nous, que l'Université de demain réussira à remodeler ses objectifs, ses programmes d'enseignement et de recherche, sa vie institutionnelle et l'exercice de son autonomie. Tous ces thèmes retiendront notre attention au cours de l'Assemblée qui s'ouvre aujourd'hui.

Dès le début, précisons-le, le futur de l'Université ne se présente pas à nos esprits comme dissocié de l'avenir des sociétés et des cultures où elles exercent leur mission. Nous soutenons même que l'institution universitaire, dans la société, est essentiellement créatrice d'avenir, par ses fonctions d'enseignement, d'éducation, de recherche, de critique et d'engagement social. Le philosophe des sciences, Alfred Whitehead, écrivait: "La tâche de l'Université, c'est la création du futur, dans la mesure où la pensée rationnelle et la critique civilisée peuvent influencer l'avenir. Le futur est lourd de toute possibilité d'accomplissement et de tragédie" (1).

Rappeler ces principes universels, à Athènes, nous semble tout à fait opportun, car pour les Grecs, pour Aristote en particulier, l'avenir de la Cité dépendait foncièrement du savoir, de la sagesse et de la vertu des citoyens et c'était la plus haute préoccupation de la politique, entendue au sens le plus noble du terme (2). L'Université européenne a hérité de cet esprit

à la fois académique et civique et, si aujourd'hui nous entendons discuter de l'avenir de l'Université, nous ne nous livrons nullement à une prospective ou une projection auto-suffisante. Bien au contraire, ce qui nous intéresse souverainement, c'est de comprendre comment l'avenir des universités pourra servir le plus utilement possible à la construction des sociétés de demain.

Le point de vue que nous défendons, au nom d'une longue tradition, c'est de revendiquer pour l'Université un double rôle, dans sa manière propre de servir les collectivités. Si l'Université joue, plus immédiatement, un rôle professionnel, elle exerce, plus largement, une fonction culturelle, qui est aussi un service indispensable au progrès des sociétés. L'Université forme des hommes et des femmes pour des fonctions déterminées, mais elle produit en même temps des idées, des valeurs, qui enrichissent et fécondent sans cesse la vie sociale.

Lorsque nous affirmons que l'avenir de l'Université, c'est son affaire, nous rappelons donc un principe et une conviction absolument essentiels: l'Université entend garder une entière liberté morale et pratique dans la poursuite conjointe des deux tâches qui sont les siennes: sa tâche professionnelle et sa tâche culturelle. C'est là une conviction qui s'affirme avec une netteté croissante à la C.R.E. et mon propos est de mettre cette persuasion en relief.

Ayant eu l'honneur de suivre depuis longtemps les activités de la C.R.E. et de participer à sa réflexion continue sur l'évolution des Universités européennes, j'aimerais souligner deux faits qui m'apparaissent fondamentaux: d'une part, les universités sont entrées de plus en plus courageusement dans une perspective d'engagement social et de service réaliste des sociétés, en partageant largement leurs préoccupations concrètes, sociales, professionnelles, économiques. D'autre part, les universités gardent toute leur liberté pour rappeler à la société que leur propre contribution, au bien de la collectivité, se situe également au niveau de la culture à promouvoir, du savoir désintéressé et de la libre recherche.

Je tenterai d'illustrer ces deux réalités en m'appuyant sur l'expérience de la C.R.E., surtout depuis les cinq dernières années, et en m'inspirant des études préparatoires à cette Assemblée. On trouve dans ces rapports introductifs, élaborés par des universitaires qualifiés venant des pays les plus divers, une convergence remarquable, où on voit apparaître l'image de l'Université qui émerge présentement en Europe.

l'Université engagée dans la vie socio-économique

Le premier trait révèle une Université qui, sous la poussée des événements et par une maturation interne, s'est profondément identifiée à la société industrielle en crise, cherchant, avec tous les protagonistes de la vie politique, économique et professionnelle, à définir son apport à la solution des questions les plus graves du présent et de l'avenir prévisible.

En d'autres termes, l'Université est devenue économiquement plus réaliste et, avec moins d'inhibition qu'autrefois, elle est entrée dans la logique utilitaire de la planification économique et professionnelle. Elle réévalue, certains même diraient qu'elle redécouvre, l'importante fonction professionnelle qu'elle doit exercer dans la société, fonction parfois récusée, mais assumée pleinement dès l'origine, comme l'a montré Jacques Verger dans son histoire de l'Université au moyen âge (3).

Dans les études poursuivies à la C.R.E. ces dernières années, on constate que les universités sont très activement engagées, avec les représentants des gouvernements, des administrations, des industries, des secteurs économiques et des régions, dans la recherche de solutions aux problèmes de l'emploi, de l'innovation technique, de la relance économique, de la modernisation industrielle, du développement régional, de la création des nouvelles professions, suscitées surtout par les techniques de pointe, telles l'électronique, l'informatique, la biotechnologie. Indubitablement, les universités se sont rapprochées du monde économique et professionnel et ont noué un nouveau type de rapports avec les industries, les entreprises en général et les services publics. Des conventions de coopération originales se développent entre l'Université et les entreprises au plan de la recherche,

de l'échange d'experts, surtout de l'enseignement professionnel et de la formation continue. Les principaux secteurs économiques sont de plus en plus intéressés par le potentiel d'investigation des universités; et celles-ci, à leur tour, trouvent un intérêt non négligeable dans l'expertise des entreprises, dans les contrats de coopération et les financements que celles-ci offrent pour la recherche. La tendance à noter, c'est le rapprochement qui est en train de se généraliser entre les entreprises et les Universités, dans la conscience commune que la recherche scientifique et l'innovation technique sont indispensables pour sortir de la crise économique et pour créer un nouveau marché de l'emploi. Les industries accordent une importance nouvelle à la recherche académique et trouvent dans l'Université des chercheurs très qualifiés. L'Université, que la crise économique n'a nullement épargnée et qui voit nombre de ses diplômés rester sans emploi, est intéressée, comme partenaire actif, à la recherche de solutions propres à la relance socio-économique.

Un nouveau réalisme s'est donc instauré dans les rapports de l'Université avec les gouvernements, les entreprises, les professions, et c'est l'honneur de l'Université d'avoir développé un nouveau type de solidarité avec tous les protagonistes de la vie socio-économique. Rares sont ceux qui accusent aujourd'hui les universités d'opérer dans des tours d'ivoire, ou de défendre des intérêts purement corporatifs.

L'Université de masse, nouveau défi

Par ailleurs, les universités ont subi et accepté l'une des transformations les plus considérables de leur histoire, en devenant des universités de masse. Si on définit un système universitaire de masse celui qui accueille au moins 15% de la classe d'âge intéressée par les études supérieures, on voit que cette situation tend à s'imposer dans la plupart des pays représentés à la C.R.E. Les répercussions de cette évolution sur la vie interne des universités et sur ses rapports au public en général, avec les gouvernements surtout, sont loin d'être étudiées dans toute leur ampleur et leurs conséquences. Les modalités d'adaptation à ce fait éducatif nouveau peuvent

varier notablement d'un pays à l'autre, d'une université à l'autre, mais il y a là une mutation qui mérite la plus grande attention aussi bien de la part des Universités que des gouvernements.

Certains n'hésitent pas à affirmer que l'extension massive de la fréquentation universitaire constitue une conquête des droits de l'homme, comparable à l'introduction de la scolarité généralisée au début du siècle. Les universités reconnaissent volontiers qu'il y a là une avance sociale, mais elle continuent de s'interroger sur la manière d'y satisfaire sans dénaturer l'institution universitaire. Elles demandent que le débat de cette question ne soit pas clos sans un sérieux examen des conséquences qui se répercuteront sur l'ensemble du système éducatif et sur toute la société.

Tout en acceptant d'accueillir le grand nombre, l'Université ne peut abandonner son objectif d'excellence, et plusieurs solutions sont tentées, dont l'expérience révélera le mérite, par exemple, la diversification des curricula, la sélection et l'orientation des candidats, la répartition des tâches d'enseignement et de recherche, la création de nouvelles institutions d'enseignement post-secondaire. Ces aménagements visent à satisfaire toutes les catégories d'étudiants, c'est-à-dire le grand nombre, comme aussi les plus aptes aux études les plus avancées.

On parle maintenant du droit à l'éducation universitaire, du droit à la formation continue. L'Université accepte de vivre avec ces aspirations nouvelles de la collectivité, mais elle demande de pouvoir poursuivre également l'excellence dans l'enseignement, la recherche innovatrice et la formation adéquate des candidats les mieux qualifiés pour les spécialisations très exigeantes dont les sociétés modernes ont besoin pour survivre et progresser.

Nouveau dialogue avec la collectivité

Tous les faits que nous venons d'évoquer tendent à montrer que l'Université s'est engagée avec beaucoup de réalisme dans les

grands débats actuels de la vie socio-politique, économique, industrielle. Il ne s'agit pas d'une nouveauté absolue, certes, mais, le langage et l'approche des universités ont pris une tonalité nouvelle: la concertation s'est faite plus méthodique, professionnelle et mieux organisée collégialement. De leur côté, les gouvernements et les entreprises apprennent aussi à développer un nouveau style de dialogue avec les universités.

D'immenses intérêts sont en jeu, car d'une part le financement de l'éducation universitaire de masse et les coûts croissants de la recherche représentent des mises de fonds énormes, des investissements publics dont il faut rendre compte. Par ailleurs, dans des sociétés qui cherchent à sortir de la crise et de la situation intolérable du chômage, surtout juvénile, on exalte la force propulsive de l'innovation et de la recherche pour créer des emplois nouveaux. L'Université est devenue très attentive à cette problématique. Les mutations économiques et sociales que nous vivons, et qui se sont précipitées ces dernières années, ont projeté l'Université au centre de la scène socio-politique. Jamais autant qu'aujourd'hui, l'Université n'est à ce point devenue objet d'intérêt public. Les parlements, les ministères, les partis politiques, les entreprises, les professions, les syndicats, les médias, les groupes d'intérêt font tous entendre leur voix au chapitre de la question universitaire. Les universités ne peuvent que se réjouir de voir leur cause devenir progressivement d'intérêt de tous.

L'Etat, garant du bien commun, ne peut se désintéresser de l'enseignement universitaire généralisé et nous reconnaissons qu'en bien des cas son intervention se révèle indispensable au développement et à la survie des universités. Dans un système universitaire de masse, les gouvernements et les universités ont à inventer une nouvelle dialectique dans leurs rapports, afin d'assurer le plein respect de leurs attributions propres. Les universités ne se conçoivent pas comme des enclaves dans la société, et veulent être traitées comme des partenaires à part entière dans la construction de la société de demain. Mais la disponibilité sociale de l'Université et sa collaboration active à la vie économique ne saurait s'exercer aux dépens de

la survie de l'Université comme institution spécifique, et irremplaçable dans la société.

Une autre logique: le service désintéressé

Ceci m'amène à traiter du deuxième thème majeur de cet exposé et de notre Assemblée. Formulons-le ainsi: l'Université, tout en participant à la logique utilitaire et à la concertation réaliste, se réserve un sanctuaire de liberté et une marge d'autonomie pour remplir sa mission culturelle, fonction complémentaire et inaliénable, qui consiste dans la recherche désintéressée, la poursuite de l'excellence, l'exploration incessante de tout le réel et de toute vérité. Encore ici, la tendance est nette si on consulte les réflexions communes de la C.R.E. et surtout les études préparatoires de cette Assemblée. Permettez-moi de m'en faire l'écho dans les termes suivants.

L'Université ne peut, sans se renier et sans trahir la collectivité, se plier à la pure logique de l'utilitaire. A la limite, certains planificateurs en arriveraient à proposer que l'Université se contente de répondre à la demande des enseignements requis par les besoins des entreprises ou des services publics. L'Université, sans se refuser aux programmations utiles, ne peut se résoudre à devenir une simple pourvoyeuse de cours, planifiés exclusivement selon le marché prévisible de l'emploi. A la limite, l'Université deviendrait une agence d'enseignement dont la rationalité et la direction intellectuelle appartiendraient aux pouvoirs publics ou à des coalitions d'intérêts. La question est grave et elle engage l'avenir des institutions que nous représentons. En temps de crise surtout, la tentation est grande de vouloir résoudre les problèmes en les simplifiant et de réduire, si possible, le système universitaire à une composante du système socio-économique.

Une défense crédible

Notre défense de l'Université serait peu crédible, cependant, si on ne montrait pas comment la survie de l'Université, comme institution libre, représente un intérêt vital pour des sociétés

démocratiques, soucieuses de construire l'avenir par l'enrichissement culturel aussi bien qu'économique.

L'Université, comme institution, ne demande pas d'être respectée uniquement parce qu'il va de l'intérêt de ses ressortissants immédiats. Nous défendons des institutions universitaires libres, parce que, sans ces institutions, nos sociétés seraient grandement menacées d'appauvrissement intellectuel et culturel. Les communications élaborées pour cette Assemblée ont abondamment insisté sur ce principe et on peut l'illustrer en partant d'exemples qui se réfèrent, précisément, à la participation des universités à la vie socio-économique des pays.

Voyons le cas de la recherche universitaire, sur laquelle comptent beaucoup les gouvernements et les entreprises pour stimuler l'innovation technique. Comme on l'a constaté plus haut, les universités en général n'hésitent pas à collaborer activement aux programmes nationaux de la recherche scientifique et elles parviennent souvent à d'importantes découvertes dont bénéficient les entreprises et l'ensemble de la vie économique.

Mais, tout en se prêtant à la recherche pour fins industrielles, techniques ou médicales, l'Université garde sa liberté pour rappeler que, très souvent, il n'y a pas de lien direct et immédiat entre la découverte scientifique et les retombées socio-économiques. En bien des cas, des avances importantes en recherche pure ne trouveront des applications pratiques que plusieurs années plus tard. Souvent aussi, l'innovation scientifique entraîne des effets culturels inattendus et qui dépassent en importance les avantages économiques qu'on en espérait. Ainsi, par exemple, on voit que les technologies de pointe, loin d'améliorer les formes traditionnelles de la productivité ou de l'emploi, créent, dans un premier temps, un chômage dit technologique, et suscitent surtout de profondes mutations sur la nature du travail, de la productivité, de l'organisation industrielle, sur le volume et la qualité de la main-d'oeuvre requise, sur les rapports accoutumés entre les agents économiques. L'Université ne peut négliger ces nouveaux problèmes, liés à la recherche moderne, et qui affectent profondément les styles de vie et de travail et posent des questions inédites

aux cultures qui nous étaient familières.

Quelle pertinence?

Dans nos sociétés en mutation, l'objet même de la recherche universitaire est à redéfinir. D'une part, la recherche devient de plus en plus spécialisée et fragmentée, et ceci est méthodologiquement nécessaire pour faire avancer l'analyse scientifique. Mais il est une autre exigence de la recherche, qui vise inlassablement à embrasser les ensembles, à intégrer les savoirs et à saisir surtout les évolutions qui transformeront profondément nos institutions et nos civilisations. Nous voyons, en outre, se produire une nouvelle répartition de la recherche scientifique entre les universités, les gouvernements et les entreprises. S'il y a eu exode de la recherche hors de l'Université, il s'est produit également une redéfinition du type de recherche qui convient le mieux aux institutions académiques.

Tout en prenant part à la politique scientifique des Etats industriels, les universités défendent un type de recherche plus désintéressée, plus fondamentale, plus liée aux besoins culturels. Ces recherches ne peuvent être planifiées uniquement à partir d'une logique économique, dont nous ne minimisons pas l'importance, mais dont nous mesurons nécessairement les limites. Une autre logique doit aussi nous inspirer, celle de l'analyse et de la prospective culturelles. Ce que nous défendons, finalement, c'est le statut de la libre intelligence dans la société. Comme le disait Karl Jaspers, "l'idée d'université, c'est l'idée de notre existence intellectuelle".

Si nous nous efforçons de donner aux étudiants qui fréquentent nos institutions une formation professionnelle compétente, nous songeons aussi à la société de demain et à tous les défis qui attendent les nouvelles générations. Au nom d'une certaine conception humaniste de l'existence, nous voulons réfléchir ensemble aux valeurs essentielles à promouvoir dans nos sociétés en crise et nous demandons: de quelle crise s'agit-il, quelles en sont les causes profondes? La crise de l'emploi, de la production, de la concurrence ne dépend-elle pas d'autres facteurs que des

conditionnements économiques? Notre analyse des causes ne peut faire abstraction des crises qui affectent plus profondément les institutions, les valeurs, les cultures.

Quand on plaide pour la pertinence du travail universitaire, nous sommes prêts à réévaluer sincèrement notre apport aux secteurs professionnels, mais nous ajoutons: de quelle pertinence s'agit-il en fin de compte? Qui définira les termes de cette pertinence? La question touche à l'avenir même de nos sociétés et de la culture. Pour nous, le savoir doit être utile, car la science est un moyen efficace pour améliorer la condition humaine. Mais nous ajoutons, le savoir n'est pas à considérer seulement comme moyen - autrement la science devient un instrument ambigu qui peut aussi servir à la destruction de l'homme.

Le savoir, non seulement un moyen, mais une fin

Le savoir est aussi une fin, un but en soi, et ceci est lié à la dignité humaine. C'est un postulat maintes fois rappelé au sein de la C.R.E. Les jeunes générations sont très sensibles à ce langage et elles s'inquiètent des nouveaux problèmes moraux que soulèvent les utilisations de la science, surtout lorsqu'elles mettent en péril la paix collective, l'environnement naturel, le patrimoine génétique de l'être humain, la libre communication entre citoyens. Comment l'Université, en tant qu'éducatrice des nouvelles générations, peut-elle se désintéresser de ces questions^s qui sont au coeur des cultures émergentes? Dans nos sociétés fondées sur le savoir spécialisé, d'autres organismes s'occupent aussi d'enseignement et de recherche, tels les centres de formation des entreprises, les laboratoires industriels, les médias, la presse spécialisée, mais l'Université est la seule institutionⁿ à poursuivre l'universalité du savoir, dans une perspective désintéressée d'éducation humaniste. L'Université s'occupe, par vocation, des finalités universelles de l'enseignement et de la recherche.

Préparer les étudiants aux professions ou au service des institutions existantes ne peut remplir tout l'horizon des universités^s. Nous devons dorénavant nous interroger sur le sens que les jeunes^s donneront au travail dans leur vie, accepteront-ils aussi faci-

lement que leurs aînés des occupations qui ne leur apportent pas une gratification personnelle? Comment équilibreront-ils les parts réservées au travail et au loisir? Quelle éthique et quelle discipline du travail assumeront-ils? Comment, par ailleurs, conçoivent-ils les institutions traditionnelles de nos sociétés: la famille, les partis politiques, les syndicats, les entreprises, les gouvernements, l'Europe elle-même et ses créations?

Une nouvelle génération émerge, en quête d'une culture. L'Université y contribuera en formant à la rigueur intellectuelle, à l'ouverture d'esprit, au sens de la tolérance et de la responsabilité sociale. Le défi est de rendre intelligible et crédible aux générations nouvelles le patrimoine gréco-romain et judéo-chrétien, aussi bien que les valeurs de la modernité qui fondent la culture européenne et ses universités.

L'avenir de la culture

Toutes ces questions touchent à l'avenir de la culture et elles sont au centre de nos préoccupations les plus vitales. Au-delà de l'intérêt indéniable que l'Université porte à l'enseignement professionnel, elle se réserve donc la liberté intellectuelle de cultiver les disciplines qui n'ont d'autre utilité que de nous sensibiliser collectivement aux évolutions profondes de nos sociétés et à leur survie culturelle. Il nous appartient d'éclairer les sources vivantes de notre civilisation, d'enrichir le patrimoine humaniste de l'Europe, d'explorer le mystère de l'homme et de son destin. Albert Camus disait: "Un homme est plus grand par les choses qu'il tait que par les choses qu'il dit" (4). Et Karl Jaspers prolongeait cette observation par les paroles suivantes, prononcées à la réouverture de l'Université de Heidelberg après la guerre: "L'homme est toujours plus grand que ce que l'on sait de lui. Sans Dieu, il n'y a pas de véritable image de l'homme" (5).

Voilà des questions qui sont lourdes de sens pour des chercheurs universitaires, en particulier pour nos facultés de philosophie, de sciences humaines, de théologie, dont on compte près de 60

dans nos universités. Ces questions ne sont pas sans pertinence pour les générations nouvelles et pour la société de demain, car elles touchent au sens de l'homme, à ses raisons de vivre, à ses droits fondamentaux, à ses libertés les plus chères. Elles engagent une certaine conception de la personne humaine et de sa dignité, un respect des communautés éducatives, de l'Université en particulier. Ces interrogations en rejoignent d'autres qui doivent retenir l'étude et la méditation de tous les Européens et de leurs universités, surtout de ceux et celles qui assumeront les lourdes tâches de l'avenir: je pense à la cause de la paix collective, à la construction de l'Europe, au rapprochement des parties de ce Continent, qui a joué un rôle unique dans l'histoire culturelle du monde, et dont les responsabilités internationales restent immenses.

Voilà l'horizon culturel qui se découvre à nous. Quelles responsabilités et quel défi pour l'Université de demain. Nous sommes devant un problème d'époque et de génération. C'est aux aînés actuels que la question est d'abord posée. Un grand nombre de responsables d'Université affrontent ces problèmes avec une remarquable lucidité, et même avec enthousiasme, comme le font remarquer plusieurs rapports introductifs à cette Assemblée.

En terminant, je vous confierai que le paradoxe de notre tâche m'est vivement apparu, en lisant le texte d'un auteur bien connu qui rappelle l'extrême difficulté des rapports entre générations. Je cite: "Aujourd'hui le père redoute ses enfants, le fils s'estime l'égal de son père et n'a pour ses parents ni respect, ni crainte, ce qu'il veut: c'est d'être libre... Le professeur craint et flatte ses élèves. Les élèves couvrent d'insultes les professeurs... Les jeunes veulent tout de suite la place des aînés. Les aînés, pour ne pas paraître retardataires ou autoritaires se montrent complaisants... Couronnant le tout, au nom de la liberté et de l'égalité, on réclame l'affranchissement des sexes". Ce texte, Mesdames et Messieurs, a été écrit par un penseur fort connu, mais non récent. Il est de Platon et se lit dans le Livre VIII de la République.

Nous pouvons tirer, je pense, une grande leçon de courage en écoutant Platon, le créateur de l'Académie, dont le plus célèbre étudiant fut Aristote, lui-même fondateur du Lycée, nous confier les lourds défis que comporte depuis toujours la rencontre des jeunes, mais aussi la noblesse incomparable du dialogue créateur entre les générations.

En concluant ces réflexions sur le service réaliste qu'assument aujourd'hui nos universités et sur leur idéal de liberté intellectuelle et d'engagement moral, je ne trouve pas de paroles plus adéquates que celles du Préambule de nos Statuts, approuvés il y a 20 ans, en 1964, où nos institutions universitaires sont décrites en des termes qui se révèlent étonnamment actuels:

- "- héritières d'une tradition séculaire de dévouement au progrès de la culture, de la science et de sa diffusion, dont dépend l'essor moral, social et économique de l'Europe et de ses habitants,
- attachées aux exigences fondamentales de leur tâche: liberté d'étude, de recherche et d'expression, ainsi que de communication des documents et des idées,
- soucieuses d'assurer la tolérance mutuelle envers toute opinion et d'écartier toute interférence qui porterait atteinte à leur mission spirituelle,
- persuadées que les liens qu'elles établissent envers maîtres et étudiants, indépendamment de toutes frontières, sont précieux pour la préservation de la paix,
- résolues à affirmer et à accroître leur solidarité historique à la mesure et au service de l'Europe..."

Tel est le modèle qui a inspiré nos universités et qui continuera d'inspirer leur avenir.

Tout est dit dans ces simples et nobles paroles. Nos institutions vivent essentiellement d'un idéal intellectuel, moral et spirituel. Leur avenir dépend avant tout de notre lucidité, de notre courage et de notre solidarité.

Notes et références

1. Alfred North Whitehead, Modes of Thought. New York, Macmillan, 1938, La première phrase de l'Épilogue, qui se lit comme suit: "The task of a University is the creation of the future, so far as rational thought, and civilized modes of appreciation, can affect the issue. The future is big with every possibility of achievement and of tragedy".
2. Aristote, Ethique à Nicomaque, 1094 a 27-b 7, et 1102 a 7-12, trad. J. Tricot, Paris, Vrin, 1967. Voir Hervé Barreau, Aristote et l'analyse du savoir. Paris, Editions Seghers, 1972, pp. 130-131
3. Jacques Verger, Les universités au Moyen Age. Paris, P.U.F., 1973, ch. VI, surtout pp. 170-171.
4. Albert Camus, Le mythe de Sisyphe. Paris, Nouvelle Edition, 1942, p. 115.
5. Cité in Broteria, février 1984, p. 163.